Alerte sur les enjeux de la gouvernance de l'eau

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
January 2014

Mauvaise qualitÃ© de l'eau potable, des eaux usÃ©es recyclÃ©es, disparitÃ©s rÃ©gionales, perspective de dessalement de l'eau de mer. Le tableau apparaÃ®t noir. Des solutions existent. Il suffit d'y mettre de la bonne volontÃ©.

Le Centre des recherches et technologies des eaux, pÃ´le technologique Borj CÃ©dria - CERTE, a organisÃ©, Ã Tunis, dans le cadre du projet "L'utilisation durable de l'eau dans le bassin mÃ©diterranÃ©en", financÃ© par le programme ENPI-CBCMED, le second volet d'un atelier consacrÃ© Ã la gouvernance de l'eau. Ce volet institutionnel a regroupÃ© les principaux acteurs du secteur de l'eau, Ã savoir la SONEDE, l'ONAS, le CERTE, ainsi que des experts et des reprÃ©sentants de la sociÃ©tÃ© civile, dÃ©jÃ rÃ©unis en juillet sur le thÃ¨me "La gestion locale des eaux et la bonne gouvernance".

"Le Tunisien ne dispose que de 450 m3 d'eau par an et les experts tablent sur 315 m3 d'eau par an et par habitant en 2030, ce qui nous amÃ¨ne Ã chercher d'autres ressources en eau pour l'avenir", avertit le Pr Ahmed Ghrabi, chercheur en gÃ©nie sanitaire et gestion locale de l'eau au CERTE, ajoutant que "le recours au dessalement de l'eau de mer est envisageable, mais cela reste la derniÃ¨re solution".Â Les eaux usÃ©es deviennent une ressource de plus en plusÂ prÃ©conisÃ©e par les chercheurs. "Si au Japon et en Europe, le recyclage de l'eau est un concept plus qu'un besoin, en Tunisie c'est une exigence" estime le Dr Latifa Bousselmi, chercheure au laboratoire de traitement et de recyclage des eaux usÃ©es au CERTE. La stratÃ©gie nationale pour les eaux usÃ©es est de 30 % alors qu'elle devrait atteindre 50 %.

La dynamique existe mais ce qui manque c'est la synergie entre tous les partenaires concernÃ©s par la question de l'eau : les usagers, le syndicat des oasis, les groupements de dÃ©veloppement agricole, les groupements d'intÃ©rÃªt collectif, les ONG, etc. Selon un acteur, "l'accÃ¨s Ã l'information, sa fiabilitÃ© et la multiplicitÃ© des intervenants et des sources doivent Ãªtre mis en marche pour plus d'efficacitÃ© au niveau de la gouvernance de l'eau". Parmi les institutions figure Ã©videmment la SONEDE. CrÃ©Ã©e en 1968, la sociÃ©tÃ© compte 2 millions et demi d'abonnÃ©s et fait travailler 7 000 agents. Elle gÃ¨re 95 % de l'eau conventionnelle, 17 % sont utilisÃ©es en eau potable, dont 11 % pour les mÃ©nages. La qualitÃ© de cette eau n'est pas excellente en raison du degrÃ© de salinitÃ© relativement Ã©levÃ© : seulement 52 % des eaux ont une salinitÃ© infÃ©rieure Ã 1,5 gamme par litre. 86 % des ressources en eau de bonne qualitÃ© sont localisÃ©es dans le nord du pays.

40 % des abonnÃ©s de la SONEDE consomment moins de 20 mÃ¨tres cubes d'eau et paient une facture de moins de 10 dinars par trimestre, soit 3,3 dinars par mois, alors que 92 % des abonnÃ©s ont une consommation de moins 70 mÃ¨tres cubes par trimestre et une facture de 52 dinars par trimestre, soit 17,3 dinars par mois. Le taux actuel de couverture des

coÃ»ts est de 80 %. La persistance de cette situation de dÃ©ficit structurel affectera probablement la bonne gouvernance et mettra en pÃ©ril la continuitÃ© du service de l'eau et la viabilitÃ© de l'entreprise. L'option d'un partenariat public-privÃ© pourrait Ãªtre mise Ã l'Ã©tude.

Le second acteur important est l'ONAS. CrÃ©Ã© en 1974, l'office assure l'assainissement des zones urbaines et rurales en appliquant une taxe aux plus grands pollueurs (industriels notamment). Mais sa prestation reste en deÃ§Ã des attentes et l'organisme est appelÃ© Ã rÃ©viser sa stratÃ©gie et Ã œuvrer Ã l'amÃ©lioration de son intervention rÃ©gie parÂ Code des eaux, promulguÃ© en 1975 et aujourd'hui en cours de rÃ©vision.

Neila Gharbi, La Presse (Tunis) - AllAfrica 27-12-2013